

" Remettre en cause l'Etat de droit est une erreur "



Pour François Fillon, candidat à la primaire de la droite, l'élection présidentielle " ne peut se résumer à un débat sur le terrorisme "

T+ **A** lors que la campagne de la primaire s'est accélérée avec l'annonce de la candidature de Nicolas Sarkozy cette semaine, François Fillon se confie à la veille de sa rentrée politique à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe), dimanche 28 août. L'ancien premier ministre, candidat à la primaire, -- cri-tique ceux de sa famille qui " courent après le FN pour gagner les élections ".

Après la décision du Conseil d'Etat, appelez-vous Manuel Valls à

légiférer sur la question du " burkini " ?

Nous sommes à un moment de tension extrême créé par les provocations des intégristes islamistes. Il faut y mettre un coup d'arrêt. C'est la raison pour laquelle j'ai soutenu les maires. C'est une guerre de symbole. Nous devons la gagner. La décision du Conseil d'Etat impose de clarifier la situation par la loi. Je serais prêt à voter une loi anti-burkini car on ne peut pas laisser les maires et les po-liciers seuls avec leur liberté - d'appréciation.

Mais le burkini ne doit pas monopoliser le débat comme cela a été le cas avec la déchéance de nationalité. Se focaliser sur le burkini nous détournerait du vrai sujet : la lutte contre ceux qui sont à l'origine de cet intégrisme et la guerre mondiale contre ce totalitarisme. Car, pendant que nous parlons sans fin de ces sujets, les chefs de l'Etat islamique continuent à défendre leur idéologie totalitaire en profitant de ces polémiques. Je comprends que le monde entier soit inquiet de voir la France obnubilée par cette question.

Que préconisez-vous ?

Le combat entre la République et les catholiques a été violent. Il a abouti à un compromis. Ce travail-là n'a pas été fait avec l'islam. Le CFCM - *le Conseil français du culte musulman* - a été un échec total. Les plus intégristes y ont pris le pouvoir et il y a trop d'influences étrangères en son sein. Nous devons enclencher un dialogue ferme et intelligent avec l'islam. D'abord, il faudra passer par un contrôle administratif du culte musulman en surveillant les prêches et en interdisant les financements étrangers des mosquées. Les salafistes, les wahhabites, les Frères musulmans n'ont pas leur place en France. Nous devons aussi revoir nos relations avec les régimes comme l'Arabie saoudite ou le Qatar.

Et comment renforcer la lutte antiterroriste ? Faut-il enfermer tous les individus fichés " S " ?

Je défends des mesures plus énergiques qui consistent à sanctionner toutes les personnes qui entretiennent des relations avec l'Etat islamique. Pour cela, appliquons le livre IV du code pénal qui réprime l'intelligence avec l'ennemi. Cela permettrait de sanctionner ceux qui partent combattre en Syrie ou qui entretiennent des liens avec nos ennemis tout en préservant le respect des libertés individuelles.

Remettre en cause l'Etat de droit pour lutter contre l'Etat islamique est une erreur. C'est exactement ce dont rêve l'Etat islamique. Les magistrats doivent donc rester au cœur de la lutte. Il faut créer une instance judiciaire chargée de l'antiterrorisme avec un nombre suffisant de magistrats pour pouvoir instruire tous les dossiers. Je préfère cette réponse-là, efficace et respectueuse de la Constitution, plutôt que celle qui consiste à mettre des milliers de suspects en détention sans aucune preuve.

La campagne de la primaire semble se focaliser sur les questions d'identité et de sécurité, comme le souhaite Nicolas Sarkozy...

L'élection présidentielle ne peut pas se résumer à un débat sur le terrorisme. C'est le choix de l'avenir de notre pays, d'un modèle de société, pas le choix d'un super-ministre de l'intérieur. La libération de l'économie est tout aussi centrale que la lutte antiterroriste. Si nous n'évoquons que la sécurité, qui répondra aux inquiétudes du petit artisan ruiné par le RSI - *le Régime social des indépendants* - ? Que dira-t-on aux agri-culteurs qui gagnent 500 euros par mois ? Que proposerons-nous aux 6 millions de chômeurs ? Comment résoudra-t-on le problème abyssal des 2 200 milliards de dettes ? Ce sont des questions fondamentales qui ne doivent pas être occultées par le débat sur les fichés " S ".

Que pensez-vous du programme de Nicolas Sarkozy ?

Il n'y a rien de très nouveau. Même ton, mêmes thèmes et trop de demi-mesures. Il veut mettre fin aux 35 heures mais seulement s'il y a des augmentations de salaires. Il prône le départ à la retraite à 63 ans, alors que tous les autres pays européens sont à 65 ans. Il n'a pas tiré toutes les conséquences de la situation présente. Ce n'est pas le programme innovant qui permettrait un choc psychologique. Pour redresser la France, nous n'avons pas seulement besoin de symboles identitaires mais aussi de marqueurs économiques.

Est-ce efficace de courir de cette façon après le FN ?

Cet été, j'ai été gêné et malheureux de voir Marine Le Pen défendre l'Etat de droit et se permettre de tancer certains responsables de mon parti sur ce sujet. Cela en dit long sur la manière dont certains courent après le FN pour gagner les élections. Je ne découvre pas le débat sur l'identité française. J'ai, avec Philippe Séguin, défendu la République contre les communautarismes, voté non à Maastricht, j'ai été l'un des premiers à réclamer une loi contre le voile à l'école. Mais cette question de l'identité ne doit pas être abordée de manière défensive, comme si nous doutions de nous-mêmes. C'est une façon de donner raison à l'Etat islamique. Le vrai débat, c'est la souveraineté française dans un monde bouleversé. Je veux une France prospère et indépendante sur le plan économique, financier, international.

Pourquoi François Hollande -répète-t-il à ses interlocuteurs que Nicolas Sarkozy va gagner la primaire ?

Hollande est à bout de souffle. Il ne lui reste qu'un atout : son habileté. Il a compris que sa seule chance de réélection est de rééditer le débat de 2012. 2017 ne doit pas être la revanche de 2012. Le débat ne doit pas se résumer à un duel entre François Hollande qui a échoué et un ancien président de la République qui n'a malheureusement pas convaincu les Français en 2012.

Pensez-vous toujours pouvoir être au second tour de la primaire malgré les sondages qui vous placent en quatrième position ?

Absolument. Je n'ai jamais accordé la moindre importance à ces sondages. Je suis le seul à apporter une rupture sur le fond, mais aussi sur la manière de gouverner. Je veux revenir à une conception gaullienne de la présidence. A cause du quinquennat et de la pratique des derniers chefs d'Etat, nous avons vu les faits divers envahir l'Elysée. Le premier ministre doit gouverner et le président prendre de la hauteur, diriger les relations extérieures, ne pas s'exprimer à tort et à travers, incarner dignement la France.

En 2017, les Français auront-ils besoin d'un homme d'expérience ou d'une nouvelle tête, comme le pense Bruno Le Maire ?

Parce que c'est l'élection présidentielle, ils feront plutôt le choix de l'expérience. Dans ce domaine, Sarkozy, Juppé et moi avons des références. Il y a aussi un besoin de renouvellement, je le sens. C'est pour cela que je veux ouvrir significativement le gouvernement à la société civile.

Avant l'été, vous aviez critiqué la modération de M. Juppé en estimant qu'" on ne redonne pas l'espérance avec des tisanes ", le pensez-vous toujours ?

Alain Juppé est obsédé par le rassemblement. C'est respectable mais cela se fait au détriment d'une clarification programmatique et idéologique. Cela conduit de mon point de vue à ne pas aller assez loin dans la transformation dont la France a besoin pour se -redresser.

Propos recueillis par Matthieu Goar et Alexandre Lemarié

© Le Monde

◀ **article précédent**

**Aux Etats-Unis, des interdictions
jugées...**

article suivant ▶

**Trois candidats EELV déjà
qualifiés...**